

Trump : les défis pour 2019

Article rédigé par *Evelyne JOSLAIN*, le 07 janvier 2019

Source [Evelyne JOSLAIN] Lors de sa première réunion ministérielle de l'année dans la Situation Room (salon des gestions de crises) le 2 janvier, puis au cours d'une allocution-monologue intérieur de 90 minutes dans la Roseraie le 4, Trump a réaffirmé sa détermination et ses prérogatives présidentielles, sur les questions intérieures et extérieures.

"Alors que tous étaient en vacances", a-t-il souligné, lui a passé stoïquement Noël "tout seul à la Maison Blanche", du fait de la fermeture de gouvernement partielle qu'il a décidée (25% seulement, ce qui affecte quelques ministères). Puis il a embrayé sur le bras de fer qui l'oppose aux démocrates qui tiennent les cordons de la bourse à la Chambre. On voit mal comment cette nouvelle Chambre (qui compte une majorité socialodémocrate complètement dominée par des gauchistes radicaux, avec le retour du féminisme politique et ethnique) pourrait lui accorder ce que les républicains mous de l'ancienne Chambre lui avaient refusé: les 5.6 milliards de dollars nécessaires pour finir le mur.

Mais, comme toujours avec Trump, il y a les effets d'annonce et, en filigrane, les actions qu'il prépare. Sans "menacer personne", il prévient que, la protection aux frontières étant une question de sécurité nationale, il pourrait fort bien décider d'une "action d'urgence" et obtenir rapidement la construction du mur par d'autres moyens. Il est en son pouvoir constitutionnel, entre autres possibilités, de prendre l'argent dans l'énorme cagnotte du Pentagone (700 milliards par an) qu'il a obtenue du précédent Congrès, ou encore de tailler dans les subsides aux cités-sanctuaires (qui, au mépris de la loi, protègent les criminels illégaux récidivistes) avant que les bénéfices découlant du USMCA qui remplacerait l'ALENA et est en attente de ratification par le Sénat viennent effectivement couvrir "plusieurs fois" les avances pour le mur. Pourquoi veut-il d'abord tenter la négociation avec son opposition?

Pour exposer dès le départ la mauvaise foi des démocrates qui veulent donner 12 milliards à l'aide étrangère mais refusent 5 petits milliards pour protéger les citoyens? Pour montrer que l'hostilité déclarée contre lui ne l'impressionne pas? La grossièreté inouïe de la Représentante musulmane Rashida Tlaïb, "venue là pour destituer le motherfucker" le laisse imperturbable, tout comme les persiflages d'un Romney jaloux autant qu'ingrat qui fait son entrée au Sénat en promettant d'être le digne successeur des RINOS Mc Cain, Flake et Corker réunis.

Autres effets d'annonce en politique extérieure. Trump se dit soulagé de s'être débarrassé du très politiquement correct et très-incapable-d'évoluer Général Mattis qui voulait le retenir éternellement en Syrie et en Afghanistan, les "bonnes guerres" selon Obama", et d'avoir enfin réuni autour de lui un Cabinet de son choix, d'autant qu'en 2019, la République Populaire de Chine doit fêter ses 70 ans et la République Islamique d'Iran ses 40 ans, des anniversaires amers pour l'Occident. Trump est parfaitement conscient de la stratégie mondiale ambitieuse de la Chine (Belt and Road Initiative) mise en oeuvre en 2013, symboliquement, alors que l'Amérique d'Obama était volontairement en retrait partout.

C'est l'establishment (ce consensus mou des 2 partis) qui avait "perdu la Chine" au communisme en 1949 (alors que l'Amérique l'avait protégée du Japon génocidaire tout au long des années 30), l'establishment encore qui a fait accéder la Chine dans l'OMC en 2001, cette Chine qui effectue un lent travail de sape pour supplanter la domination occidentale et notamment la protection du commerce mondial par les Etats-Unis, l'establishment toujours qui s'oppose encore à Trump engagé à réduire les pouvoirs exorbitants que la Chine s'est taillés avec des traités commerciaux complètement déséquilibrés et au désavantage de l'Ouest. Elle va certainement pouvoir fêter son anniversaire car elle domine des masses arriérées mais pas avec l'éclat escompté car elle a déjà subi des ratés avec l'obstacle Trump. Donc promesse électorale en cours d'être tenue.

Le retrait voulu par Trump de Syrie correspond à une autre promesse électorale faite à la base: se désengager militairement du Moyen Orient maintenant que l'Amérique est énergétiquement indépendante et qu'elle a conclu de nouvelles alliances dans la région. L'Amérique d'Abord de Trump n'est pas isolationniste comme l'était America First de l'entre-deux-guerres. Trump n'abandonne pas les Chrétiens d'Orient comme Obama l'avait fait, pas plus que les Kurdes qui se sont battus auprès des troupes américaines pour éradiquer l'Etat Islamique terroriste en tant qu'Etat. Il veut que les puissances régionales assument leur propre sécurité. Il reconnaît que son prédécesseur a permis à Poutine de remettre un pied dans la région, ce qui est regrettable sans doute mais fait accompli, et il laisse les Européens (responsables après tout du chaos depuis 2011 et qui ont tant de prétentions en matière militaire) faire leurs preuves sur le terrain et assumer à leur tour la perte en hommes et en finances. Il ne trahit nullement des alliés si peu fiables mais leur donne une bonne leçon tout en se tenant prudemment prêt à ré-intervenir, depuis les bases rouvertes en Irak, si les choses se passaient trop mal. Il pressent qu'il pourrait avoir besoin de ses ressources ailleurs. Le gros problème de la région, que les Européens ne voient pas, c'est l'Iran. Trump est tenu par les courants libertariens et isolationnistes qui sont une partie de sa base, mais il sait aussi que le gros de son électorat ne supporterait pas plus un effacement des Etats-Unis que des humiliations à l'extérieur. Trump joue un jeu géopolitique serré et il a des informations que le public n'a pas, aussi le mieux est de lui faire confiance.

La preuve, si Bolton ne dit rien, c'est que Trump et lui savent exactement ce qu'ils font.

Evelyne JOSLAIN

Cet article est la version longue de l'article publié dans le numéro des 4 Vérités hebdo à paraître cette semaine.